



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 15 février 2024

Election présidentielle.....	2
Les résultats officiels définitifs de l'élection présidentielle désormais disponibles en ligne	2
Politique étrangère et de sécurité	2
Le ministre de la Défense Antti Häkkinen participe à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN et à la Conférence de Munich sur la sécurité	2
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participera à la Conférence de Munich sur la sécurité	2
Le président élu Alexander Stubb à Munich	3
Editorial.....	3
« La politique étrangère de la Finlande est entre les mains du Kokoomus, mais cela ne la rend pas plus claire pour autant » HS	3
Editorial.....	4
Entre la Finlande et l'Estonie, il existe des divergences durables	4
Avis de recherche lancés par la Russie	5
« Les Finlandais concernés amusés » HS.....	5
La présidente de la Banque européenne d'investissement, Nadia Calviño, en Finlande vendredi	5
La Finlande a signé la Convention de Ljubljana-La Haye	5
Médiation	5
Marko Ahtisaari à la tête du CMI.....	5
Défense	5
Accord dans les négociations avec les syndicats sur les conditions de service dans la structure de commandement de l'OTAN.....	5
Environnement	5
Appel d'offres pour vider les cuves du navire Ilmarinen	5
Partis politiques.....	6
Saarikko ne se représentera pas à la tête du Centre	6
Élections européennes	6
Parlement	6
Motion de censure	6
Politique intérieure.....	6
Analyse	6
Le gouvernement compte sur sa popularité et les syndicats préparent de nouvelles grèves : que se passe-t-il en coulisses ?	6
Orpo demande aux syndicats de revenir à la table des négociations	7
Petteri Orpo : "Nous ne pouvons pas relancer l'économie par une dette supplémentaire et l'argent des contribuables"	8
Sport - Hongrie – Finlande.....	9
Des proches d'Orban investissent dans le circuit finlandais Kymiring	9
France.....	9
« Macron a défendu les bouquinistes » HS	9

Election présidentielle

Les résultats officiels définitifs de l'élection présidentielle désormais disponibles en ligne

Le recomptage des suffrages exprimés lors de l'élection du Président de la République de 2024 est terminé. Alexander Stubb a été élu 13e président de la République.

Selon les résultats des élections confirmés par la commission électorale de circonscription d'Helsinki, Alexander Stubb a obtenu 51,6% des voix et Pekka Haavisto a obtenu 48,4% des voix exprimées au deuxième tour de l'élection.

Le Gouvernement annoncera le résultat définitif des élections lors de sa séance plénière du jeudi 15 février. Après cela, le gouvernement informera le candidat élu du résultat par écrit et en fera la publication officielle.

Le mandat du nouveau Président de la République débute début mars.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410853/presidentinvaalin-vahvistettu-tulos-nytk-verkossa?languageId=en_US

Politique étrangère et de sécurité

Le ministre de la Défense Antti Häkkinen participe à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN et à la Conférence de Munich sur la sécurité

Jeudi 15 février, le ministre de la Défense Antti Häkkinen participe à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN à Bruxelles. Les thèmes de la réunion sont les nouveaux plans de défense et leur financement, l'augmentation de la capacité de production de l'industrie de défense et le soutien à l'Ukraine.

La réunion des ministres de la Défense de l'OTAN débute par une séance de travail sur le renforcement de la dissuasion et de la défense de l'alliance, dont les thèmes centraux sont le partage du fardeau, le renforcement de la capacité de production de l'industrie de défense et de la structure de commandement, ainsi que la mise en œuvre des plans régionaux convenus à Vilnius.

« La Finlande remplit clairement l'objectif de 2 % [de part du budget de défense par rapport au PIB] de l'OTAN. Nous apportons notre contribution au partage du fardeau de l'alliance en participant activement aux tâches de l'OTAN en temps de paix », a déclaré Häkkinen.

Dans la deuxième partie de la réunion des ministres de la Défense, les ministres discuteront de la guerre d'agression de la Russie et du soutien à l'Ukraine au sein du Conseil OTAN-Ukraine. Le conseil a été créé lors du sommet de Vilnius, entre autres, pour promouvoir le dialogue politique et soutenir les efforts de l'Ukraine pour adhérer à l'OTAN.

« Notre soutien à l'Ukraine se poursuit. Le soutien de l'Europe et de l'Amérique du Nord est déterminant pour l'issue de la guerre », souligne Häkkinen.

Depuis Bruxelles, le ministre de la Défense Häkkinen se rendra à la conférence internationale sur la sécurité à Munich, qui se tiendra du 16 au 18 février.

Le ministre de la Défense aura plusieurs réunions bilatérales de haut niveau dans le cadre de la conférence. En outre, le ministre participera à des événements organisés par le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius et l'ancien secrétaire général américain à la Défense Jim Mattis.

Vn

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participera à la Conférence de Munich sur la sécurité

Du 16 au 18 février, la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participera à la conférence sur la sécurité à Munich.

Valtonen prendra la parole lors de la table ronde qui portera sur la géopolitique, la technologie et les cybermenaces, ainsi que lors de l'événement du *German Council on Foreign Relations*. Elle rencontrera également des représentants du Bundestag allemand.

Elle aura des discussions bilatérales de haut niveau sur des questions d'actualité en matière de politique étrangère et de sécurité.

« Il est important de renforcer l'ordre de sécurité européen, de maintenir les principes de l'OSCE et de consolider la politique étrangère et de sécurité ainsi que le rôle géopolitique de l'UE », déclare Valtonen.

https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-munchenin-turvallisuuskonferenssiin?languaged=en_US

Le président élu Alexander Stubb à Munich

Selon Helsingin Sanomat, l'attention des Finlandais à la conférence se concentrera principalement sur Stubb, récemment élu président.

Il a été invité à la conférence en tant que professeur à Florence. Lors de sa conférence de presse de lundi, Stubb a tenu à souligner qu'il ne se présentera pas comme président, car il ne l'est pas encore.

Il s'agira en tout cas de sa première apparition internationale visible depuis son élection. En Finlande, on surveillera le type d'intérêt manifesté pour Stubb [par les autres pays] et le message qu'il transmettra sur le rôle de la Finlande dans les questions clés de sécurité internationale.

HS

Editorial

« La politique étrangère de la Finlande est entre les mains du Kokoomus, mais cela ne la rend pas plus claire pour autant » HS

Le parti de la coalition nationale Kokoomus va continuer d'occuper les postes clés en matière de politique étrangère et de sécurité, mais cela n'élimine pas les divergences de vues puisque cela ne fait que les déplacer au sein du Kokoomus, estime l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

Alexander Stubb a lui renoncé à son affiliation politique une fois élu. C'est une coutume parce que les présidents veulent représenter la nation entière. Cependant, le président ne peut pas plus renoncer à son passé qu'un tigre ne peut renoncer à ses rayures. C'est pourquoi l'élection de Stubb a lancé un débat sur la ligne de politique étrangère du Kokoomus qui occupe, outre le poste de président, ceux de Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense et commissaire européen finlandais.

La position forte du Kokoomus en matière de politique étrangère et de sécurité a été comparée à celle du parti du Centre de Kekkonen dans les années 1970 et à celle du PSD de Lipponen dans les années 1990 jusqu'au début des années 2000. Les relations avec l'URSS et la neutralité étaient au centre de la politique étrangère du Centre. Dans la ligne du PSD, on a mis l'accent notamment sur le désarmement, la coopération au développement et la « politique étrangère féministe » promue alors par la Suède.

Pendant longtemps, le cœur de la politique étrangère et de sécurité de la coalition nationale a été d'être pro-occidentale et favorable à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. Cette tendance s'est toutefois affaiblie dès lors que le président Sauli Niinistö, issu du Kokoomus, n'a pas soutenu l'adhésion à l'OTAN une fois élu. Sa position a néanmoins changé à la fin de son second mandat, après que la Russie a lancé son attaque à grande échelle contre l'Ukraine.

Pendant dix ans donc, Sauli Niinistö, n'a pas soutenu l'adhésion à l'OTAN et n'a même pas voulu en discuter. La situation a conduit au fait que pendant des années, la ligne de démarcation la plus importante en politique étrangère s'est déportée au sein du Kokoomus plutôt qu'entre les partis.

Mais aujourd'hui la ligne du Kokoomus est désormais devenue la ligne principale de la politique étrangère. Cela ne veut pourtant pas dire qu'il n'y a pas encore des divergences de tonalité, même au sein de la coalition.

Aujourd'hui, la différence entre les anciennes et les jeunes traditions idéologiques finlandaises du Kokoomus se manifeste par la présence dans ce parti de conservateurs ayant une orientation plus nationaliste ainsi que de libéraux ayant une attitude plus internationale.

Les conservateurs avaient soutenu les velléités du ministre de la Défense Antti Häkkinen de se présenter à la présidence. Maintenant, ils félicitent Stubb car, à leur avis, il a évolué vers une ligne plus réaliste qu'auparavant.

La ligne libérale est incarnée par la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen.

En décembre, Häkkinen et Valtonen se sont disputés de façon quelque peu comique pour savoir qui signerait l'accord de défense DCA à Washington. De nouvelles disputes pourraient surgir lorsque la gestion des affaires de l'OTAN sera partagée entre le président, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Défense.

Pendant la campagne présidentielle, Stubb a déclaré notamment qu'il était prêt à autoriser le transfert d'armes nucléaires en Finlande, et n'avait pas l'intention de répondre à l'éventuels appels du président russe. D'un autre côté, Stubb a critiqué les États-Unis pour leur soutien excessif à Israël et a souligné que la tâche principale du président est d'assurer le maintien de la paix.

Cette recherche d'équilibre montre que Stubb, comme son prédécesseur, s'efforce de trouver un juste milieu, où la prise de position ne se veut pas politique mais plutôt conforme à une position de responsabilité. La première tâche consiste à convaincre les Finlandais et ceux qui observent la Finlande de l'extérieur que la ligne finlandaise restera stable.

Stubb parle de sa ligne comme d'un « réalisme fondé sur des valeurs ». Le terme est emprunté aux États-Unis (*principled realism*). Il s'agit d'un paradoxe assumé, dans lequel des objectifs idéalistes sont promus par des moyens réalistes. L'expression décrit la situation internationale d'aujourd'hui, tout en combinant, de manière bien commode, les deux différents courants du Kokoomus en un courant général que chacun peut interpréter à sa manière.

Si la politique est l'art du possible, la politique étrangère peut être qualifiée d'art de l'impossible. Les conflits sont gérés par différents moyens, dont le moindre n'est pas le pouvoir des mots. Le « réalisme fondé sur des valeurs » ressemble à « l'option OTAN », ligne prônée par la Finlande pendant des années.

Dans le monde, l'art de l'impossible s'exerce en tentant de concilier les intérêts nationaux d'un côté, et la coopération multilatérale de l'autre. Les défenseurs d'un ordre mondial fondé sur des règles soulignent que tout le monde profite du règlement des différends par des accords plutôt que par la guerre. D'autres disent que chacun poursuit en fin de compte ses propres intérêts et que la Finlande doit donc faire de même.

Stubb est un idéaliste international qui a promis de faire passer les intérêts de la Finlande avant tout. La ligne de démarcation de la politique étrangère finlandaise se situait autrefois au sein du Kokoomus, mais à l'avenir, elle pourrait également se situer dans la tête du président.

HS

Editorial

Entre la Finlande et l'Estonie, il existe des divergences durables

L'éditorialiste estime que les querelles entre alliés proches de temps font partie intégrante des relations fraternelles que Finlande et Estonie entretiennent.

Le président estonien Alar Karis, qui était en Finlande cette semaine, a adressé des messages clairs aux Finlandais. Le message principal était le souhait déjà familier de l'Estonie que la Finlande ne cherche pas à mettre en avant son identité nordique en se plaçant dans la structure de commandement de l'OTAN de Norfolk, aux États-Unis. En Estonie, ce désir finlandais est interprété comme une prise de distance et suscite à la fois inquiétude et irritation parmi les Estoniens. Ces deux sentiments ont été exprimés en termes clairs à la Finlande.

Karis a formulé le sujet avec subtilité : « Le plus important est qu'il n'y ait pas de lignes de démarcation : d'un côté la zone de défense baltique, d'un autre côté la zone de défense nordique et d'un autre encore la zone de défense allemande. Car tous sont dans la même OTAN. »

Karis a également rappelé que la Russie est un grand voisin agressif qui défie et menace les démocraties occidentales. Il a toutefois souligné que l'Occident est fort lorsqu'il le souhaite. Il lui suffit d'accepter que la paix et la liberté ont un coût. Selon Karis, l'Europe doit comprendre que la faiblesse ne mène qu'à une guerre plus grande encore.

Karis a félicité Alexander Stubb pour sa victoire à l'élection présidentielle en lui rappelant le commentaire que ce même Stubb avec eu, déclarant Finlande et Estonie comme jumeaux. Cependant, Karis a souligné qu'en tant que généticien moléculaire, il sait que les jumeaux ne sont jamais exactement identiques. C'est une considération importante. La Finlande et l'Estonie sont désormais des alliées si proches qu'elles peuvent supporter des querelles fraternelles de temps à autre.

HS

Avis de recherche lancés par la Russie « Les Finlandais concernés amusés » HS

Helsingin Sanomat relève que parmi la liste des plus de 95 000 noms figurant dans les personnes recherchées par la Russie figurent au moins six Finlandais ayant combattu du côté de l'Ukraine.

Helsingin Sanomat en a interrogé deux d'entre eux qui se disent amusés d'être désormais « Russia most wanted ».

Le ministère de la Justice déclare que c'est Interpol qui est compétent en matière d'avis de recherche internationaux.

HS

La présidente de la Banque européenne d'investissement, Nadia Calviño, en Finlande vendredi

La ministre des Finances Riikka Purra recevra la présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI) Nadia Calviño à Helsinki le vendredi 16 février.

Purra et Calviño discuteront des priorités futures de la Banque européenne d'investissement, des opportunités de financement pour les entreprises finlandaises et du soutien à l'Ukraine.

https://valtioneuvosto.fi/-/10623/euroopan-investointipankin-paajohtaja-nadia-calvino-vierailee-suomessa?languageId=en_US

La Finlande a signé la Convention de Ljubljana-La Haye

La Convention de Ljubljana-La Haye sur la coopération en matière d'enquête et de poursuite des crimes internationaux a été signée à La Haye le 14 février 2024 par Teija Makkonen, secrétaire d'État auprès de la ministre de la Justice, au nom de la Finlande.

Vn

Médiation

Marko Ahtisaari à la tête du CMI

Marko Ahtisaari, fils de Martti Ahtisaari, a été désigné président de Crisis management initiative pour succéder à Alexander Stubb qui devient Président de la République.

AL/A12

Défense

Accord dans les négociations avec les syndicats sur les conditions de service dans la structure de commandement de l'OTAN

Le ministère de la Défense et les organisations du personnel des forces de défense sont parvenus à un accord dans les négociations sur les conditions d'emploi dans la structure de commandement de l'OTAN.

Le résultat des négociations couvre tous les groupes de personnel des Forces de défense, à savoir les officiers, les sous-officiers, les experts et les civils.

Le résultat des négociations sera soumis, comme d'habitude, au ministère des Finances pour approbation.

Vn

Environnement

Appel d'offres pour vider les cuves du navire Ilmarinen

Le centre finlandais de l'environnement indique que l'appel d'offres pour vider les cuves du navire Ilmarinen qui repose au fond de la Baltique a été lancé.

Ce navire de guerre, qui a coulé en 1941 suite à une collision avec une ou deux mines, faisant 271 victimes (et 132 rescapés) avait été découvert en 1990. Ses cuves contiennent 100 000 litres de carburant.

HS

Partis politiques

Saarikko ne se représentera pas à la tête du Centre

La présidente du Centre, Annika Saarikko, vient d'annoncer ce matin qu'elle ne se représenterait pas pour renouveler son mandat lors du congrès du parti en juin. Saarikko est enceinte mais indique que cela n'était pas décisif. sa grossesse n'a déterminé que le moment de l'annonce.

Elle considère le bon résultat d'Olli Rehn à la présidentielle comme un message sur l'importance d'une certaine modération et des régions finlandais.

Ni Antti Kurvinen ni Antti Kaikkonen n'excluent pour le moment de briguer la présidence, tandis que Mika Lintilä se concentre sur sa candidature aux européennes.

HS

Eléctions européennes

Katri Kulmuni, ancienne présidente du parti du Centre et ministre des Finances, se présentera aux élections européennes.

Jutta Urpilainen, commissaire, n'envisage quant à elle pas de se présenter. Elle souhaite vivre dans le même pays que sa famille qui rentrera en Finlande l'année prochaine. Elle indique que le résultat de la présidentielle n'a pas impacté sa décision prise déjà avant la campagne et dont le PSD a été informé.

HS/A9

Parlement

Motion de censure

Le PSD, parti de l'opposition, annonce son intention de déposer une motion de censure concernant la politique du gouvernement en matière de marché du travail.

Le président du PSD, Antti Lindtman, accuse le gouvernement d'engendrer un chaos sur le marché du travail.

Le PSD regrette la façon têtue du gouvernement de tenir sur sa position engendrant un antagonisme et le fait qu'il a jusqu'à présent refusé les initiatives pour résoudre la situation.

Tytti Tuppurainen, présidente du groupe parlementaire du PSD, estime que le Premier ministre Petteri Orpo n'a pas été capable de donner des réponses pour calmer la situation, et qu'il manque de leadership alors qu'il détient les clés pour trouver une solution.

HS note que le Centre ne se joint pas à la motion de censure.

HS/A9

Politique intérieure

Analyse

Le gouvernement compte sur sa popularité et les syndicats préparent de nouvelles grèves : que se passe-t-il en coulisses ?

Les grèves contre la politique du gouvernement en matière de marché du travail se sont poursuivies cette semaine. Helsingin Sanomat a examiné la façon dont la situation est perçue au sein du gouvernement et dans les organisations syndicales.

Le gouvernement mise sur sa popularité

Le message du Premier ministre Orpo et du ministre du Travail Arto Satonen a été clair : dans chaque groupe de travail tripartite, nommé séparément pour chaque projet, les organisations ont la possibilité d'influencer seulement à la marge car le gouvernement ne touchera pas le « cœur » des réformes prévues.

Les projets du gouvernement avancent selon le calendrier prévu. Le projet de loi sur les accords d'entreprises sera soumis à avis dans les prochains jours et, par exemple, le paquet sur la paix sociale limitant la durée des grèves politiques doit être soumis au Parlement à la fin du mois.

De nombreux changements apportés à la sécurité sociale sont entrés en vigueur dès la fin de l'année et, par exemple, en avril, les majorations des allocations chômage pour les enfants seront supprimées.

Dans les discussions de fond, de nombreuses sources gouvernementales s'appuient sur des enquêtes d'opinion : la popularité des principaux partis du gouvernement, à savoir la coalition nationale et les Vrais Finlandais, est restée élevée. Certains syndicalistes s'attendaient à ce que le soutien aux Vrais Finlandais diminue. Cela n'est pas arrivé. C'est pourquoi il n'y a aucune pression sur les partis pour céder aux syndicats.

La nouvelle législation sur la paix sociale permettrait de limiter la durée des grèves politiques à un jour. Les grèves de plusieurs jours que l'on voit aujourd'hui ne seront plus possibles cet été.

Les syndicats préparent des actions - mais aussi les négociations salariales de l'automne

Le mouvement syndical considère que les projets du gouvernement visent à détruire tout le système du marché du travail finlandais. C'est pourquoi les syndicats n'ont pas peur de préparer et de mettre en œuvre de nouvelles actions – à condition que leurs membres les suivent et qu'elles soient possibles dans le cadre de la loi.

Dans le même temps, plusieurs syndicats commencent déjà à préparer le prochain cycle de négociations salariales. À la fin de l'automne, les augmentations de salaire et les conditions de travail d'un grand nombre de Finlandais seront à nouveau négociées. Et lorsque la durée des conventions collectives prend fin, l'obligation de paix sociale prend également fin.

Cela signifie qu'il pourrait y avoir à nouveau des grèves plus longues, par exemple aux alentours de Noël.

Et dès lors qu'il semble probable que les syndicats n'obtiendront pas la réponse qu'ils attendent du gouvernement, ils tenteront ensuite de rechercher des améliorations auprès des employeurs.

Les employeurs restent à l'écart

Les organisations patronales sont jusqu'à présent restées en dehors du conflit.

Au moins une partie de la population espère que les grèves feront plier la direction de la Confédération finlandaise des entreprises (EK) et la pousseront à demander au gouvernement d'entamer des négociations. Si la demande venait du patronat, le gouvernement l'écouterait probablement.

Jusqu'à présent, des sources patronales déclarent que les organisations étaient prêtes à faire face aux grèves parce que bon nombre des réformes du gouvernement étaient tout simplement considérées comme très importantes.

Et il n'est pas inhabituel que des entreprises tolèrent des conflits de travail prolongés sur un sujet qui leur tient à cœur. Par exemple, lorsque l'industrie papetière a cessé de conclure des conventions collectives, la grève du syndicat du papier Paperliitto dans l'entreprise forestière UPM a duré plus de 100 jours avant la conclusion d'un accord.

Toutefois, la crainte d'un cycle de négociations des conventions salariales difficile couve. Cela se voit également dans les voix des organisations patronales : les syndicats du patronat EK qui concluent des accords sont plus modérés dans leurs discours que, par exemple, les entrepreneurs (Suomen Yrittäjät) et la chambre de commerce (Keskuskauppakamari), qui ne sont pas parties à des conventions collectives.

HS

Orpo demande aux syndicats de revenir à la table des négociations

Selon le Premier ministre Petteri Orpo, le gouvernement envisage de mettre en œuvre sa politique du marché du travail comme prévu en dépit des grèves.

Orpo espère toutefois que toutes les parties reviendront aux négociations entre organisations du marché du travail sur les conventions salariales.

"Je parie que la SAK reviendra à la table des négociations salariales, car c'est une question très importante", déclare Orpo.

Le renforcement du modèle de conventions salariale indexé au secteur des exportations est l'une des mesures du gouvernement concernant le marché du travail. Or les discussions entre les organisations du marché du travail sur le modèle de conventions salariales ont été interrompues en décembre.

Les discussions ont pris fin parce que les syndicats de la confédération des ouvriers SAK auraient souhaité amener à la table des négociations d'autres questions relatives à la vie professionnelle qui figurent dans le programme gouvernemental.

Après la fin des discussions entre les organisations du marché du travail en décembre, le gouvernement a commencé à rédiger une loi sur le modèle de conventions salariales. La modification législative est préparée par un groupe de travail tripartite.

Selon le programme gouvernemental, il serait désormais inscrit dans la loi que la ligne générale des salaires [fixée par le secteur exportateur] ne peut être dépassée par une proposition de règlement émise par le bureau du médiateur national.

Le ministre du Travail Arto Satonen a déclaré que la meilleure solution serait de trouver une solution au modèle de conventions salariales dans le cadre de négociations bilatérales entre les organisations du marché du travail.

Le Premier ministre Orpo souhaite donc que des négociations mutuelles entre les organisations du marché du travail démarrent.

Quelle est la stratégie à long terme du gouvernement ?

"La grève ne va pas améliorer la situation. Après tout, les grèves visent à nous empêcher d'agir. Il ne peut y avoir de veto" de la part des syndicats contre la politique du gouvernement, déclare Orpo qui considère qu'il en va là du cœur de la démocratie.

"Qui d'autre qu'un gouvernement bénéficiant d'une majorité au Parlement peut avoir le droit de retarder quelque chose", demande Orpo.

Pour Orpo, l'impression que le gouvernement ne négocie pas est fautive. Les projets de loi sont préparés dans des groupes de travail tripartites. "Nous avons seulement défini le processus de négociation", explique Orpo.

Selon lui, il y a de mauvaises expériences en ce qui concerne le fait de négocier en mettant toutes les questions sur la même table de négociation.

KL

Petteri Orpo : "Nous ne pouvons pas relancer l'économie par une dette supplémentaire et l'argent des contribuables"

Au lendemain de l'élection présidentielle, le Premier ministre Petteri Orpo affirme qu'à la veille des négociations d'avril sur le cadre budgétaire pluriannuel, le gouvernement s'en tiendra à trois choses : le cadre budgétaire, les règles de déficit de l'UE et l'objectif de déficit du programme gouvernemental.

"Nous devons prendre des mesures de l'ordre des milliards", déclare Orpo qui ne souhaite pas pour l'instant en préciser l'ordre de grandeur.

"Lorsque nous aurons les dernières prévisions [du ministère des Finances], nous saurons à quel point la montagne que nous avons à escalader est élevée", explique Orpo. "La difficulté augmente avec chaque million qu'il faut trouver quelque part".

Sur la base des informations fournies jusqu'à présent, le gouvernement devra trouver des économies supplémentaires pouvant atteindre un milliard d'euros rien que pour maintenir le cadre budgétaire.

Outre des réductions de dépenses, des augmentations d'impôts seront également à l'ordre du jour. Selon Orpo, il est "réaliste que l'aspect des recettes doive également être mis sur la table".

"La fiscalité sera réévaluée, mais il faudra des mesures fiscales qui n'entravent pas le travail et l'entrepreneuriat", déclare Orpo.

Orpo précise que le taux d'imposition total est en baisse selon les prévisions actuelles. La politique du programme gouvernemental est que le gouvernement n'augmente pas le taux d'imposition global. Il y a donc une certaine marge de manœuvre en la matière.

Par ailleurs, les perspectives des finances publiques sont sombres. Selon les prévisions de décembre du ministère des Finances, le déficit des finances publiques sera de 3,5% cette année et de 3,4% l'année prochaine. Les règles de l'UE incluent un objectif de déficit de 3%. La Finlande risque la procédure des déficits excessifs.

Selon le Premier ministre Petteri Orpo, la situation déficitaire des finances publiques fixe déjà le cadre de la politique économique du gouvernement pour cette année.

"Si des mesures de relance devaient être prises, il faudrait trouver l'argent à l'intérieur du cadre budgétaire, sans augmenter le déficit public", dit Orpo.

Le secteur de la construction par exemple a besoin de mesures supplémentaires de la part du gouvernement pour relancer la situation économique difficile dans le secteur.

Il existe des divergences exceptionnellement grandes dans les prévisions économiques concernant la croissance économique de la Finlande cette année. Selon les prévisions du ministère des Finances, l'économie atteindra cette année une croissance de 0,7% tandis que, par exemple, selon les prévisions de Nordea, l'économie reculera d'exactly 1%.

Orpo a déjà déclaré qu'un plan de croissance était nécessaire, mais sans augmenter le déficit.

"La mise en œuvre du programme gouvernemental est ce qu'il y a de mieux pour la croissance.

Nous nous y tenons et nous avançons résolument dans des actions visant à réaliser la croissance.

Voyons ce qui peut être fait d'autre. Nous n'avons pas le privilège de pouvoir relancer par un endettement supplémentaire ni l'argent des contribuables", déclare Orpo.

KL

Sport - Hongrie – Finlande

Des proches d'Orban investissent dans le circuit finlandais Kymiring

Helsingin Sanomat relève que des proches de Victor Orbán seraient parmi les actionnaires Hongrois du circuit finlandais Kymiring sur lequel devait se courir une manche du championnat de Moto-GP.

La société TRP Hungary a créé pour Kymiring le groupe Finland Motorsport Circuit Holding en août 2023. Le président de l'entreprise, Tamas Öry est le beau-frère du ministre hongrois des Affaires étrangères qui représente Fidesz.

HS/A35

France

« Macron a défendu les bouquinistes » HS

Helsingin Sanomat rapporte que les célèbres bouquinistes ne devront pas quitter leurs emplacements durant les Jeux Olympiques.

HS